

Comment l'enquête publique s'insère dans la procédure administrative relative au projet de raccordement au réseau public de transport d'électricité du « parc éolien offshore Provence Grand Large » ?

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'ADEME en août 2015 visant à la réalisation en mer de fermes pilotes d'éoliennes flottantes.

Le 3 novembre 2016, la société Parc éolien offshore de Provence Grand Large (ci-après PGL) a été désignée lauréate de l'appel à projets pour la zone de Faraman.

RTE est maître d'ouvrage du raccordement de la ferme d'éoliennes flottantes au Réseau Public de Transport d'électricité (ci-après RPT).

Le projet de parc d'éoliennes flottantes et celui de son raccordement au RPT, constituant un programme de travaux au sens de l'article 122-1 II du code de l'environnement, dans sa version alors applicable, ils ont fait l'objet d'une étude d'impact commune.

La présente enquête publique porte ainsi sur la plupart des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du **projet de ferme d'éoliennes flottantes et de son raccordement au RPT**.

Le présent document ne traite toutefois que de la procédure liée au raccordement.

On peut distinguer dans le déroulement des procédures, les cinq étapes suivantes :

- la concertation,
- l'enquête publique,
- les autorisations administratives subséquentes (déclaration d'utilité publique, convention d'utilisation du domaine public maritime, autorisation « loi sur l'eau »),
- l'élaboration du projet de détail et son approbation par arrêté préfectoral,
- les autorisations amiables et la mise en servitude, le cas échéant.

LA CONCERTATION

La concertation Fontaine :

Conformément à la circulaire dite Fontaine de la Ministre déléguée à l'industrie du 9 septembre 2002, relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité, RTE est tenu de présenter à son autorité de tutelle (ministre en charge de l'énergie ou préfet) la justification technique et économique du projet.

Après validation par ladite autorité, RTE présente les grandes lignes de son projet aux services de l'Etat, aux élus, aux représentants des professionnels concernés (notamment Pêche professionnelle et Agriculture) et aux associations. Cette phase de concertation s'est déroulée sous l'égide du Préfet du département des Bouches du Rhône, qui a validé le fuseau de moindre impact le 15 mars 2017.

Les résultats des consultations et des différentes études qui en découlent permettent la définition des mesures d'accompagnement et conduisent à l'élaboration de l'étude d'impact. Celle-ci prend en compte l'ensemble des facteurs d'implantation des futurs ouvrages du RPT.

La concertation préalable :

L'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement a instauré une nouvelle procédure de concertation préalable. Son but est de rendre le processus d'élaboration des projets, plans et programmes plus transparent et garantir l'effectivité de la participation du public au sens large.

Pour les projets s'inscrivant dans le cadre de la saisine facultative de la commission nationale du débat public (CNDP) au titre de l'article L.121-8 II du code de l'environnement, le maître d'ouvrage doit rendre publiques les informations portant sur les objectifs, caractéristiques essentielles du projet ainsi que sa décision de saisir ou non la CNDP, et les modalités de concertation mises en œuvre en l'absence de débat public. En absence de soumission à débat public, la concertation préalable est organisée par la CNDP sous l'égide d'un garant.

La société PGL a saisi la CNDP le 28 février 2017, démarche à laquelle RTE s'est joint. La CNDP a décidé le 8 mars 2017 de ne pas organiser de débat public et de soumettre le programme de travaux à la procédure de concertation préalable sous l'égide d'un garant. Le garant a rendu son bilan le 7 juin 2017. PGL et RTE en ont tiré les enseignements dans le cadre du rapport publié sur le site <https://www.provencegrandlarge.fr/> le 24 juillet 2017.

L'ENQUETE PUBLIQUE

L'étude d'impact (article L. 122-1 et suivants et R. 122-1 et suivants du code de l'environnement) constitue la pièce centrale du dossier soumis à enquête publique. Elle est soumise à l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue à l'article R. 122-6 du code de l'environnement. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique. Un résumé non technique, facilitant la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude d'impact, l'accompagne.

La publicité de l'étude d'impact est assurée grâce à l'enquête publique.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public sur le projet qui est proposé et de recueillir ses observations.

L'enquête publique est ouverte et organisée par arrêté préfectoral. Elle est conduite par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif.

L'enquête est annoncée par voie de presse et d'affiches quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les département(s) concerné(s), ainsi que sur le site internet de la préfecture de département. Les observations du public peuvent parvenir directement au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ou être consignées sur un registre d'enquête mis à sa disposition dans les lieux d'enquête et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Le projet de raccordement du parc d'éoliennes flottantes PGL nécessite à plusieurs titres l'organisation d'une enquête publique.

Ainsi, l'enquête publique est requise :

1. En application des articles L. 2124-1 et R. 2124-7 du code général de la propriété des personnes publiques qui prévoient que le projet de **convention relative à l'utilisation du domaine public maritime** fait l'objet, préalablement à son approbation, d'une enquête publique menée dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement. En l'espèce, le projet de raccordement est soumis à l'obtention d'une concession d'utilisation du domaine public maritime.
2. En application de l'article L. 214-4 du code de l'environnement (en vigueur au moment du dépôt des autorisations) qui précise que **l'autorisation au titre de la « loi sur l'eau »** est délivrée après enquête publique. L'article R. 214-8 du code de l'environnement prévoit que cette enquête publique est réalisée dans les conditions prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27.
3. En application des articles L. 121-25 du code de l'urbanisme, concernant la réalisation de canalisations et de jonctions électriques dans la bande littorale et dans les **espaces remarquables du littoral**.
4. En application de l'article L.323-3 du code de l'énergie qui prévoit que la **déclaration d'utilité publique** du projet d'ouvrage électrique est précédée d'une enquête publique dans les cas prévus au chapitre II ou au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Les conditions de réalisation du projet, les mesures d'évitement, de réduction et, le cas échéant, de compensation de ses effets sur l'environnement sont exposées dans l'étude d'impact du programme de travaux.

Une enquête publique unique peut être organisée (article L. 123-6 du code de l'environnement) pour les projets dont la réalisation est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes, ce qui est le cas en l'espèce.

L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête, et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes. A la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend un rapport unique comprenant des conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

L'enquête publique unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête clôt le registre. Un rapport est établi relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations du public. Le rapport ainsi établi et les conclusions du commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont transmis à l'autorité compétente ainsi qu'au Président du Tribunal Administratif dans un délai d'un mois.

Le rapport ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont ensuite adressés à RTE par l'autorité compétente. Celle-ci les adresse également à la mairie de chacune des communes où s'est tenue l'enquête publique et à la préfecture du département concerné pour y être tenus à disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

En parallèle de cette enquête publique réalisée sur support papier, les maîtres d'ouvrages doivent procéder à une enquête publique dématérialisée conformément aux articles L. 123-1 à L. 123-18 du code de l'environnement.

Ainsi, en application de l'article L. 123-12 du code de l'environnement, l'information de la tenue d'une enquête est dématérialisée (en plus de l'affichage et de la publication dans un journal d'annonce locale). Le public doit pouvoir consulter le dossier sur internet, pendant toute la durée de l'enquête, et faire parvenir ses observations par ce moyen.

L'avis d'ouverture d'enquête et le dossier d'enquête sont publiés sur le site internet de l'autorité compétente. Les observations et propositions du public sont accessibles et peuvent être transmises sur le site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé ou en l'absence de celui-ci, sur l'adresse électronique indiquée dans l'avis d'ouverture d'enquête.

En outre, des points de consultation du dossier sur un poste informatique en libre accès ainsi que des horaires de consultation doivent être prévus et précisés dans l'arrêté d'ouverture.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et par support papier dans un lieu où ils peuvent être consultés.

LES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET LE PROJET DE DETAIL

La réalisation du projet de raccordement est soumise à l'obtention de quatre autorisations administratives distinctes, dont trois au terme de l'enquête publique :

- La **Déclaration d'Utilité Publique** (ci-après DUP), prise par arrêté préfectoral pour la création de la liaison sous-marine et souterraine à 63 000 volts entre le parc offshore « Provence Grand Large » et le poste de Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Une **concession d'utilisation du domaine public maritime**, délivrée par un arrêté préfectoral.
- L'**autorisation au titre de la loi sur l'eau** en vertu de l'article L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, également délivrée par arrêté préfectoral.

Une fois la DUP délivrée, RTE élabore le projet de détail de l'ouvrage, en lien notamment avec les services de l'administration, les communes concernées, les autres gestionnaires de réseau concernés, les professionnels de la pêche et la chambre d'agriculture. Il engage ensuite avec les propriétaires et les exploitants des terrains concernés un dialogue destiné à permettre de dégager, dans toute la mesure du possible, un consensus sur le tracé de détail de la future liaison.

Sous l'égide du préfet, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (ci-après DREAL) procède à l'instruction de l'**approbation du projet d'ouvrage (APO)** de la liaison de raccordement, qui vise à assurer le respect de la réglementation technique (arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques d'établissement des réseaux électriques) et notamment des règles de sécurité.

Cet **APO**, qui emporte également **approbation du tracé de détail de l'ouvrage**, est délivrée par le Préfet des Bouches du Rhône, puis publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et affichée dans les mairies des communes concernées par les ouvrages projetés.

Les servitudes

Lorsque le tracé de détail de la liaison souterraine est connu, il est proposé à chaque propriétaire concerné de signer avec RTE une convention assortie d'une indemnité destinée à réparer le préjudice résultant de la gêne causée par la présence de l'ouvrage.

Ce n'est qu'en cas de désaccord du propriétaire que la procédure administrative de mise en servitudes légales est engagée. Chaque propriétaire concerné par le projet d'ouvrage est informé individuellement de l'ouverture d'une enquête de type parcellaire d'une durée de huit jours, organisée sous le contrôle du préfet. À la suite de cette enquête de servitudes, le préfet institue par arrêté les servitudes légales et, à défaut d'accord avec le propriétaire sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée par le juge de l'expropriation.